

Zeitschrift: Pionier : Zeitschrift für die Übermittlungstruppen
Herausgeber: Eidg. Verband der Übermittlungstruppen; Vereinigung Schweiz. Feld-Telegraphen-Offiziere und -Unteroffiziere
Band: 53 (1980)
Heft: 2

Rubrik: Panorama

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 09.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ges concernant le projet.) Plusieurs variantes à élaborer, apprécier ou évaluer complètent encore cette ébauche. Au cours de phases subséquentes, d'autres cahiers de charges pour échantillon de fonction, prototypes et équipements pour une production en séries sont à mettre à jour tout en ajoutant les résultats d'expériences acquis antérieurement à leur contenu technique.

Ce processus a l'avantage d'assurer en tout temps des prescriptions d'application et de mettre le projet à l'écart d'exigences impropres que pourraient former des instances militaires de planification dès avant son lancement. D'ailleurs l'état d'avancement technique peut toujours se concilier avec les exigences militaires. Néanmoins, ce processus dit de «floating» n'est pas sans limites non plus. Les développements modernes à l'aide des éléments de construction électroniques dits à large intégration soulèvent des questions inattendues en raison de leur adaptabilité sujette à caution. Quoique leur emploi ne se prête guère à toutes les fonctions à retenir pour les prototypes, il est cependant fort difficile de s'en passer car un développement nouveau nécessiterait de très importants moyens financiers. Le microprocesseur va-t-il faire office de succédanés?

Moyens financiers

Mission et moyens vont s'écartant au sein des institutions de notre Etat. D'emblée, l'importance des moyens financiers alloués aujourd'hui au DMF satisfait à peine les besoins à retenir. Cette situation prévaut depuis plusieurs années déjà et va probablement se prolonger encore. Elle n'est pas sans incidence sur le matériel de transmission fort coûteux. En 1960, la part des dépenses consacrées au matériel de télécommunication et à l'électronique était encore infé-

rieure à 4% des dépenses militaires. Aujourd'hui, la part qu'absorbe l'électronique pour les systèmes de transmission et les systèmes d'armes se situe à 30%. Evolution aussi étonnante que préoccupante si on se réfère aux actuels goulots d'étranglement financiers. Ainsi donc les vœux et les possibilités techniques, souvent bien définis, perdent leur bien-fondé en raison des disponibilités effectives. Bien que l'annulation de projets importants et valables pour des considérations d'ordre financier soit rare, certains projets sont retardés voire abandonnés par suite des priorités rigoureusement fixées à tous les services. Quoi qu'il en soit, avant qu'un projet n'aboutisse finalement à la troupe, bien des obstacles et des goulots d'étranglement d'ordre tactique, technologique, financier ou relevant de la politique d'armement sont à franchir.

Voici, tels qu'ils se présentent aujourd'hui, les principaux projets concernant les moyens de communication qui seraient à réaliser durant la période de planification s'étalant jusqu'en 1995:

Systèmes de télécommunication intégrés militaires

Pour des raisons d'ordre technique et tactique, l'armée devrait disposer d'un réseau de télécommunication intégré automatique, techniquement à toute épreuve et offrant une haute sécurité cryptologique. Des tronçons (link) à faisceaux dirigés dont les canaux sont automatiquement commutés au centre nodal en représentent l'idée fondamentale. Les possibilités d'emploi d'un pareil système sont comparables à celles du système de télécommunication intégré que prévoient les PTT (IFS) avec quelque 5000 à 10 000 abonnés seulement au lieu de plusieurs millions.

Nouvel appareil radio

Un nouveau procédé d'émission et de réception peut offrir à l'utilisateur militaire les avantages suivants:

- Possibilité d'éviter les fréquences surchargées à l'aide d'un choix automatique du canal et de l'interlocuteur sur des fréquences non brouillées.
- Possibilité d'appeler l'interlocuteur par sélections de numéros selon le mode de sélection d'un appareil de téléphone civil. Aucune radiodiffusion ne s'ensuit; seule la liaison voulue est assurée.
- Le chiffrement automatique qui permet une liaison aussi rapide que secrète.

Système d'information de l'Armée

L'introduction du système TED, avec une aptitude de combat aux échelons supérieurs de conduite, permettrait de rationaliser le travail tout en accroissant sensiblement la capacité de contrôle et le volume de coordination assuré par un état-major.

La communication au sein de l'armée présente davantage d'aspects que n'en expose le présent document. Non seulement le domaine de la recherche de la communication est passé sous silence mais encore des domaines techniques spéciaux n'ont été abordés que de manière incomplète. La communication et ses moyens gagnent en importance et ne cessent de prendre de l'essor. A ce propos, mentionnons l'opinion de savants militaires américains selon laquelle la révolution au sein de l'électronique ne va que débiter et le pourcentage de sa part, par rapport à celles d'autres armes, s'accroître sensiblement encore. L'avenir le révélera. ●

Panorama

Beförderungen von Übermittlungsoffizieren

bauem. Das Eidg. Militärdepartement hat folgende Offiziere der Übermittlungstruppen auf den 1. Januar 1980 ernannt:

Zum Obersten

Gfeller Paul (Eglisau), Gfeller Ulrich (Niederscherli) und Schellenberg Arnold (Wettswil)

Zum Oberstleutnant

Knell Bernhard (Thalwil), Moser Roland (Dällikon), Utzinger Diethelm (Zürich), Valmaggia François (Sierre) und Zürcher Stefan (Wettingen)

Zum Major

Berger Markus (Gümligen), Bissegger Alfred (Belp), Bornhauser Peter (Winterthur), Bugg Franz (Sargans), Egeli Eilly (Wittenbach), Frankhauser Walter (Bottmingen), Isler Rolf (Gerlafingen), Jud Vinzenz (St. Gallen), Müller Josef (Reinach BE), Nyffeler Peter (Kehrsatz), Praz Laurent (Fribourg), Roser Ernst (Kehrsatz), Schenk Manfred (Köniz), Schlumpf Ulrich (Zürich), Semadeni Beat (Zürich), Vodoz Samuel (Epalinges) und Zaugg Johannes (Oberdorf).

Zum Hauptmann

Airoldi Guido (Neuhausen), Bär Markus (Burgdorf), Beeler Peter (Uster), Bühler Hans (Niederglatt), Dort Markus (Fislibach), Eisenring Norbert (Zürich), Frei Jörg (Bolligen), Gartmann Robert (Dietikon), Graf Max (Bächli), Gross Jean-François (Pully), Hägler Peter (Widen), Hulmann Pierre-Alain (Bachenbülach), Hummler Andreas (La Tour-de-Peilz), Kamber Hans-Rudolf (Bern), Künzi Andreas (Thun), Künzli Kurt (Davos-Platz), Landtwing Robert (Thun).

Die Redaktion gratuliert allen Beförderten herzlich. ●

Uof-Beförderungsfeiern

Die Beförderungsfeiern der Unteroffiziersschulen Uem UOS 37, 38, 60 und 61 der Übermittlungstruppen finden am

1. Februar 1980

in Kloten, Bülach, Jassbach und Winterthur statt. (BAUEM)

SMUT 80



11. Schweiz Meisterschaften der Übermittlungstruppen

11^e championnats suisses des troupes de transmission

11^o campionato nazionale delle truppe di trasmissione

30./31. August 1980, Kloten – Bülach

Allgemeines Programm

Samstag, 30. August 1980

07.30 Uhr: Einrücken der Wettkämpfer

09.00 Uhr: Beginn der Wettkämpfe a, b und c

18.00 Uhr: Ende der Wettkämpfe

20.00 Uhr: Abendunterhaltung in der Festwirtschaft mit Rangverlesen für die Wettkämpfe a, b und c. Abgabe der Auszeichnungen und Proklamation des Armeemeisters

Sonntag, 31. August 1980
 07.00 Uhr: Morgenessen
 09.00 Uhr: Start zum Wettkampf d
 11.00 Uhr: Rangverlesen für Wettkampf d und
 Abschluss der SMUT 80
 Anschliessend Entlassung der Wettkämpfer
 16.00 Uhr: Festwirtschaftsschluss

Wettkampfbeginn und Essenszeiten gestaffelt
 gemäss persönlichem Marschbefehl und Zeit-
 plan im Programmheft.

Grundlage

Weisungen des Waffenchefs für die schweizeri-
 schen Meisterschaften der Übermittlungstrup-
 pen, gültig ab 1. Januar 1977.

Wettkämpfe

**Samstag: Einzelwettkämpfe mit Einzelstart und
 Mannschaftswertung um den Preis der Einhei-
 ten/TT Betr Gr:**

- a) **Geländelauf** für Uof, Gfr und Sdt
 Ca. 6 km, ausgeflaggte Strecke; mit Sturmge-
 wehr- bzw. Karabinerschüssen, Handgrana-
 tenzielwerfen, Telefonübermittlung und Fragen
 (Verkehrsregeln, Telefonie, Papierführung,
 Starkstrombefehl, Geheimhaltung)
 b) **MWD Parcours** für Motf Uof, Motf Gfr und
 Motf Sdt

Mit Lastwagen, theoretische und praktische
 Aufgaben und Sturmgewehr- bzw. Karabiner-
 schiessen (Befehl für Motorfahrzeugführer)
 c) **Orientierungslauf** für Of und höhere Uof
 Ca. 8 km Luftlinie; Landeskarten und OL-Karte;
 Pistolenschüssen, Distanzschätzen, Gelän-
 depunktbestimmen und Fragen (Dienstregle-
 ment, Grundsicherung, Militärorganisation)
 Sonntag: Einzelwettkampf mit Massenstart (oh-
 ne Mannschaftswertung):
 d) **Allgemeiner Geländelauf** für alle (inkl. HD,
 FHD und Senioren)
 Ca. 8 km, ausgeflaggte Strecke ohne Einlagen,
 Turntinue

Kategorien

- Laufwettkämpfe (a, b, c und d):
 – Kat. Auszug
 Jahrgang 1948 und jünger (ab absolvierter
 RS)
 – Kat. Landwehr
 Jahrgang 1938–1947
 – Kat. Landsturm
 Jahrgang 1937 und älter
 – Kat. FHD
 Nur bei Wettkampf d
 Aus der Wehrpflicht Entlassene (Senioren) wer-
 den in der Kat. Landsturm klassiert.
 MWD Wettkampf b):
 Ohne Kategorieaufteilung
 Voraussetzung für den Start ist ein – minde-
 stens für das Führen eines Personenwagens
 – gültiger ziviler und militärischer Führeraus-
 weis (Kat. 3); abgelaufene befristete Ausweise
 (graue Karten) können beim Einrücken verlän-

gert werden, wenn die letzte Erneuerung nicht
 länger als zwei Jahre zurückliegt.

Auszeichnungen

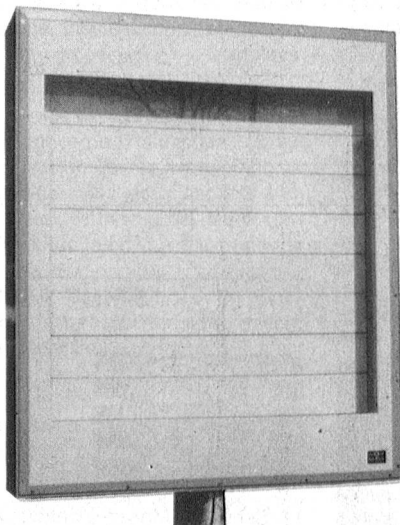
Einzelwettkämpfe (a, b, c und d):
 Für die ersten drei Ränge der vier Einzelwet-
 tkämpfe pro Kategorie werden Medaillen mit
 Barette (Gold/Silber/Bronze) abgegeben.
 Preis der Einheiten der Übermittlungstruppen
 (ohne Wettkampf d): Mannschaftswertung aus
 den drei besten Einzelresultaten
 (Rangpunkte) pro Einheit/TT Betr Gr:

- Drei Resultate aus Wettkampf a, oder
- Zwei Resultate aus Wettkampf a und ein
 Resultat b und c, oder
- je ein Resultat aus den Wettkämpfen a, b
 und c

Die Anzahl Teilnehmer pro Einheit/TT Betr Gr
 ist nicht beschränkt. Angehörige von Stäben
 können für eine unterstellte Einheit starten; die-
 se muss jedoch mit der Anmeldung bezeichnet
 werden (massgebend ist die Einteilung gemäss
 DB). Für die ersten drei Ränge wird jedoch
 jedem Angehörigen der gewerteten Gruppe ei-
 ne Medaille mit Barette (Gold/Silber/Bronze) ab-
 gegeben.

Armeemeister der Übermittlungstruppen

Der Sieger im Preis der Einheiten/TT Betr. Gr ist
 Armeemeister und erhält den Wanderpreis der
 Übermittlungstruppen.
 Erinnerungsmedaille für alle Teilnehmer.



**Strassensignale, Autobahnsignale, Tunnelsignale,
 Wegweiser, Wechselsignale, Inselpfosten,
 Absperrungen, Faseroptik-Verkehrswechselzeichen,
 Baustellensignale und -Lampen, Verkehrs-
 regelungsanlagen, Bahnsicherungsanlagen.**



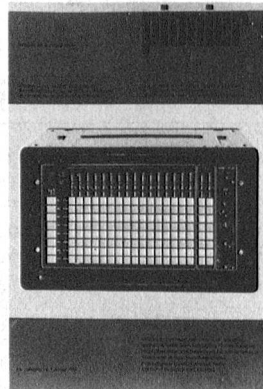
6038 Gösikon Tel. 041 91 07 07
 8001 Zürich Tel. 01 211 04 79
 1037 Etagnières Tel. 021 91 26 11

SIGNALISATION

1037 Etagnières Tel. 021 91 26 11
 8706 Meilen Tel. 01 932 02 69
 6814 Lamone Tel. 091 93 20 44
 4005 Basel Tel. 061 33 78 80



pionier



PIONIER Januar 1/80

PIONIER Januar 1/80: Feldtaugliche Kleinfernschreibzentrale –
 Communication au sein de l'armée (I) – Jarap 80 – EVU-Dele-
 giertenversammlung 80 – Tips für die RS – 88 neue Übermittlungs-
 offiziere – SEL baut Bildschirmzentralen – Neuer Einkanalpeiler
 im VHF/UHF-Bereich – Computer reduziert Energieverbrauch –
 10 Mikroportsender auf einer Frequenz – Frequenzprognose
 Januar 80 – Mikroelektronik hilft Energie sparen – Sparsame
 Strassenbeleuchtung – Von Roll baut Müllverbrennungsanlagen –
 Fernschreibanalysengerät – Schweizer Schneeräumfahrzeuge –
 FTG/ASTT/AFTT/EVU-Regionaljournale

Privatabonnement Fr. 25.–/Jahr (Mitglieder Fr. 15.60)

Bitte senden Sie mir eine Probenummer und einen Anmelde-
 Einzahlungsschein:

Name _____ Vorname _____
 Strasse _____ PLZ/Ort _____

Einsenden an: Redaktion PIONIER, Industriestrasse 39, 8302 Kloten

Teilnahmeberechtigung

Teilnahmeberechtigt sind Offiziere, Unteroffiziere, Gefreite und Soldaten sowie Angehörige der Funktionsstufen FHD und HD der Übermittlungstruppen und bei den Übermittlungstruppen Eingeteilte in den für sie vorgesehenen Wettkämpfen und Kategorien.

Dienstpflichtige, die von einer Untersuchungskommission definitiv oder vorübergehend vom Militärdienst dispensiert sind, sind von der Teilnahme ausgeschlossen.

Wehrmänner der Uem RS 237, 238, 260 und 261/80 sowie der Uem OS 80 können aus organisatorischen Gründen nicht starten.

Besondere Bestimmungen

Anmeldung

Nur mit dem offiziellen Anmeldeformular auf dem Dienstweg an das Bundesamt für Übermittlungstruppen, Postfach 3000 Bern 25.

Meldeschluss: 30. Juni 1980

Dieser Termin muss unbedingt eingehalten werden, damit ein vernünftiger Zeitplan für die Wettkämpfe aufgestellt und das Wettkampfprogramm mit den Startlisten rechtzeitig erscheinen kann.

Administratives

Einrücken mit Marschbefehl (Bahntransport), Reise mit privaten Motorfahrzeugen zulasten der Teilnehmer.

Die Wettkämpfe werden als unbesoldete Dienstleistung im DB eingetragen. Unterkunft, Verpflegung und Sanitätsdienst werden durch die Uem Schulen und den Waffenplatz Kloten/Bülach sichergestellt.

Vorbereitung

Grundsätzlich sind für die Vorbereitungen die persönlichen und Kommandoexemplare der genannten Reglemente zu verwenden. Zusätzliche Exemplare können durch die Kommandanten der Stäbe und Einheiten in vernünftiger Anzahl spätestens mit der Anmeldung gesamthaft beim BAUEM bestellt werden. Sie werden leihweise abgegeben und anlässlich der SMUT wieder eingezogen.

Wettkampfprogrammheft

Allen rechtzeitig angemeldeten Teilnehmern sowie den Kommandanten der Stäbe, Einheiten und TT Betr Gr wird ein Programmheft zugestellt. Es enthält unter anderem:

- Wettkampfreglement (Bewertung, Ausrüstung)
- Detailprogramm
- Weisungen für den Dienstbetrieb
- Informationen für Gäste und Presse
- Startlisten
- Armeemeister der ersten bis zehnten SMUT
- Bestellschein für Parkplatz oder Transport ab Bahnhof Bülach, Unterkunft und Verpflegung.

(BAUEM)

Partner des Zivilschutzes

Im Rahmen der Gesamtverteidigung fällt dem Zivilschutz eine dreifache Aufgabe zu. Einmal soll er dem Gros der Bevölkerung das

Überleben von Auswirkungen moderner Waffen ermöglichen und zweitens in der Lage sein, Verletzten Hilfe zu leisten und alle Massnahmen für das Weiterleben zu schaffen. Er soll drittens auch mithelfen, die dissuasive Wirkung aller Vorbereitungen der Gesamtverteidigung zu verstärken. Diese Aufgaben beruhen auf gesetzlichen Grundlagen und sind durch umfassende bauliche Massnahmen, durch die Bereitstellung leistungsfähiger Zivilschutzorganisationen und durch die Organisation einer wirksamen überörtlichen Führung zu erfüllen. Die primär auf die Katastrophenlage eines bewaffneten Konfliktes ausgerichtete Organisation des Zivilschutzes ist mit ihrer Ausrüstung und der Ausbildung der Schutzdienstpflichtigen dazu geeignet, auch zur Hilfe bei Katastrophen jeder Art eingesetzt zu werden. Die zuständigen Behörden können Zivilschutzformationen für solche Aufgaben aufbieten.

Der Zivilschutz ist aber nicht «Mädchen für alles», sondern erfüllt im zivilen Bereich der Gesamtverteidigung eine Teilaufgabe, wobei das Schwergewicht seiner praktischen Tätigkeit bei den Gemeinden liegt. Die unter kantonaler Verantwortung stehende überörtliche Hilfe bedingt die Zusammenarbeit des Zivilschutzes mit Instanzen und Organisationen, welche ihrerseits entscheidende Aufgaben für das Überleben jedes einzelnen und des Gemeinwesens zu erfüllen haben. Eine wirksame Koordination ist auch auf kantonaler Stufe unerlässlich.

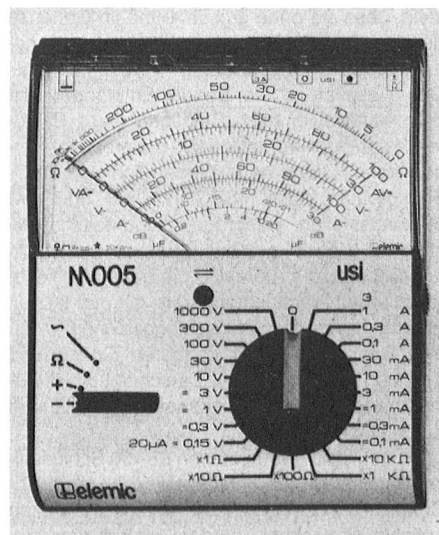
Zu den zivilen Partnern des Zivilschutzes gehören die Organe der Kriegswirtschaft, wie auch die Polizei und Institutionen des Gesundheitswesens. Dazu kommen die Gemeindewerke und die überkommunalen Organe und Systeme der Infrastruktur, der Strassenunterhaltungsdienst, die Organisation des Roten Kreuzes und das Veterinärwesen. Wichtig ist auch die Zusammenarbeit mit den Organen des Kulturgüterschutzes. Vorbereitet und geplant sind in der Armee die Organe des Territorialdienstes mit den Luftschutztruppen und Teilen des Armeesaniitätsdienstes als Partner des Zivilschutzes. Diese Partnerschaft kann spontan von Fall zu Fall, der jeweiligen Lage entsprechend, auch die Stäbe und Formationen, die dem Zivilschutz zur Zusammenarbeit zugewiesen werden, umfassen oder solche, deren Tätigkeit eine Koordination mit den Aufgaben des Zivilschutzes erfordern.

Diese Zusammenarbeit ist in einigen Kantonen und Gemeinden unseres Landes in umfassenden Organisationsstrukturen für Katastrophenfälle weitgehend programmiert, wobei jeweils auch die notwendigen gesetzlichen Grundlagen geschaffen wurden. In den letzten Jahren fanden in allen Landesteilen auf verschiedenen Stufen in Zusammenarbeit von Zivilschutz und Territorialdienst und den Katastrophenstäben der Behörden zahlreiche Übungen statt, um bestimmte Kriegs- und Katastrophenlagen durchzuspielen, mögliche Friktionen zu erkennen und Erfahrungen der Zusammenarbeit in den verschiedensten möglichen Situationen zu sammeln.

Multimeter ELEMIC

Formschönes und handliches Gerät aus europäischer Fabrikation

ELEMIC bietet für Schulen und Labors die universell einsetzbaren Multimeter «M-002» (20 k Ω /V \approx) und «M-005» (50 k Ω /V \approx) an. Beide Geräte sind auch in der Version «usi» (Universal signal injector) mit eingebautem Signalgenerator 1 kHz + 500 kHz erhältlich. Als preis-



wertes Vielfachmessgerät für den Service gilt das Modell «electro RST» (20 k Ω /V \approx) mit eingebauter Glühlampe für Durchgangs-, Phasen-, Drehfeldrichtungs- und Isolationsprüfung. Alle ELEMIC-Multimeter zeichnen sich durch einen modernen und servicefreundlichen Aufbau in 4 Grundeinheiten aus: gefedert gelagertes Kernmagnet-Messwerk der Klasse 1,0 mit einer zweifarbigen 110° Spiegelskala, Printplatte mit Widerstandsnetzwerken sowie je einem schlagfesten Gehäuse-Vorderteil und Gehäuse-Rückteil. Die Geräte sind zudem durch Sicherungen und Dioden gegen Überlast geschützt.

Securadio 1100

Handsprechfunkgerät mit eingebauter Sprachverschlüsselung

Stetige Fortschritte in der Technologie und die Miniaturisierung der Elektronikbauteile machen es möglich, dass heute Geräte, die früher mehrere Kästen füllten, in einem handlichen Gehäuse Platz finden. So ist es auch bei den Funkgeräten: Die oft zusätzlich benötigten Sprachverschlüsselungseinrichtungen sind heute so



Securadio 1100: Handsprechfunkgerät mit eingebauter Sprachverschlüsselung. Im Vordergrund ist das Code-Eingabemodul sichtbar, welches nur zum Einlesen der Schlüsselkombination benötigt wird. (Bild BBC)

klein, dass sie ohne grosse Mühe im Gehäuse des Mobilfunkgerätes integriert bzw. am Handfunksprecher «angeflanscht» werden können. Das Resultat ist ein Sender-Empfänger, mit dem wahlweise, nach Betätigen eines Schalters, klar oder verschlüsselt gesprochen werden kann. Diese neue Generation von BBC-Funkgeräten heisst «SECURADIO» und wird bei Arbeitsstellen, Behörden, Sicherheitsorganisationen u.ä. auf grosses Interesse stossen. Im «Securadio 1100» sind die neuesten Technologien für Nachrichtengeräte mit den letzten Erkenntnissen der Schlüsselungstechnik vereinigt. Das Gerät ist für tragbaren Einsatz und robusten Betrieb gebaut. Es schützt die drahtlos übertragenen Informationen vor dem Zugriff durch Unbefugte.

Im «Securadio 1100» stehen 95400 Schlüssel-familien mit je 10^6 Schlüsseln, d.h. rund 10^{11} Codes, zur Verfügung. Die Schlüssel können beliebig gewechselt werden, einmal eingegeben, können sie nicht mehr herausgelesen oder sonstwie festgestellt werden.

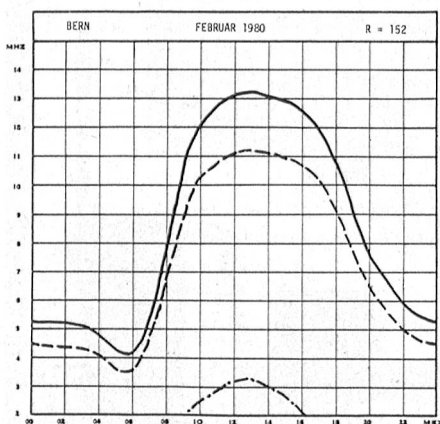
Durch die kontinuierliche Übertragung eines Pilottones ist die Synchronisierung problemlos, selbst dann, wenn bei der Verbindungsaufnahme oder während der Verbindung starke Störungen auftreten.

Brown Boveri & Cie. AG (Turgi)

Frequenzprognose Februar 80

Definition der Werte:

- R Prognostizierte, ausgeglichene Zürcher Sonnenfleckenzahl
- MUF (Maximum Usable Frequency) Medianwert der Standard-MUF nach CCIR
- FOT (Frequence Optimum de Travail) Günstige Arbeitsfrequenz, 85% des Medianwertes der Standard-MUF, entspricht demjenigen Wert der MUF, der im Monat in 90% der Zeit erreicht oder überschritten wird.
- LUF (Lowest Useful Frequency) Medianwert der tiefsten noch brauchbaren Frequenz für eine effektiv abgestrahlte Sendeleistung von 100 W und eine Empfangsfeldstärke von 10 dB über $1 \mu\text{V/m}$

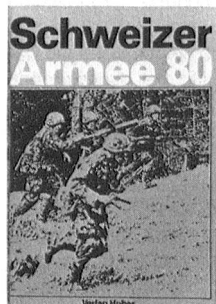


Schweizerische Offiziers-Skimeisterschaften

sp. Am 1./2. März 1980 finden in Brig und Ross-wald die schweizerischen alpinen und nordischen Offiziers-Skimeisterschaften statt. Teil-

nahmeberechtigt sind neben den Offizieren, eingeteilt nach Heeresklassen, auch Angehörige des FHD und RKD. Weiter besteht eine Gäste-Kategorie für Unteroffiziersverbände und ausländische Delegationen. Als Wettkämpfe kommen eine nordische Meisterschaft (Langlauf) und eine alpine Meisterschaft (Riesenslalom) zur Austragung. Die Administration des Anlasses besorgt der Verkehrsverein Brig. ●

Schweizer Armee 80



Format 11×19
Broschiert 12.80
ISBN 3-7193-0669-0

Im Verlag Huber Frauenfeld ist in der Reihe «Gesamtverteidigung und Armee» der Sonderband «Schweizer Armee 80» erschienen. Dieses Buch ist das Nachfolgeobjekt des bekannten «Taschenbuches für den Schweizer Wehrmann». Als praktisches Nachschlagewerk gibt es präzise Auskunft in Wort und Bild über:

- Sicherheitspolitik und Gesamtverteidigung
- die militärische Landesverteidigung
- den aktiven Dienst
- den Aufbau und die Organisation der Armee
- die Kampf- und Unterstützungsmittel
- die militärische Infrastruktur und die Logistik
- die Ausbildung und Weiterausbildung
- die Uniform und die Ausrüstung
- die Wehr- und Dienstpflicht
- das Strafwesen
- die Rechte und Pflichten des Wehrmannes
- die Militärausgaben
- Abkürzungen und Signaturen
- das Abfassen von militärischen Schriftstücken
- das, was das kommende Armeejahr 80 bringen wird.

Der Generalstabchef schreibt im Vorwort zu «Schweizer Armee 80»: «Das Taschenbuch richtet sich nicht allein an aktive Wehrmänner, sondern auch an angehende und ehemalige Soldaten sowie an alle militärisch Interessierten im In- und Ausland. Armeefragen sind umstritten. Sie werden in politischen Kreisen, in Vereinigungen aller Art, an Stammtischen wie im Schosse der Familie oft heftig diskutiert.» «Schweizer Armee...» soll jedes Jahr erscheinen und auf den neusten Stand gebracht werden.

Peter Marti, Schweizer Armee 80
356 Seiten mit zahlreichen farbigen und schwarzweissen Abbildungen, Graphiken und Tabellen. ●

Wie erkennt man fehlerhafte Bauelemente?

Siemens-Albis-Berichte 3/79

im. Heute setzt man auch in vollelektronischen, komplexen Vermittlungssystemen vorwiegend zugekaufte elektronische Komponenten ein. Damit verschiebt sich ein Grossteil der Verantwortung für Betriebsqualität und Zuverlässigkeit zum Bauelementhersteller.

Der Anwender kann zwar die Beanspruchung der Bauelemente durch Weiterverarbeitung und Betriebsbedingungen beeinflussen, nicht aber die Qualität des gekauften Materials. Deshalb ist es für ihn entscheidend, Bauelemente ungenügender Qualität rechtzeitig auszuschneiden. Die neueste Nummer der *Siemens-Albis-Berichte* befasst sich ausführlich mit diesem Problem. Die Autoren haben aus ihrer täglichen Arbeit die Voraussetzungen für das Erkennen fehlerhafter Bauteile zusammengetragen und schildern anschliessend das Prüfkonzept und die einzelnen Massnahmen, mit denen man heute bei Siemens-Albis fehlerhafte zugekaufte Bauteile eliminiert.

(Max Bretscher, Urs Ender und Samuel Hämerli: «Qualitäts- und Zuverlässigkeitssicherung elektronischer Bauelemente»; Josef Mayer: «Ausfallprozesse – Mathematische Modelle und Zusammenhänge»; Urs Ender: «Die Qualitätssicherungsorganisation von Siemens-Albis»; Peter Schärer: «Das Albis-Fernwahlsystem A 64 S»; Fritz Zübli: «Aufbau und Eigenschaften des Richtungskopplers A 64 S»; Hansrudolf Matzinger: «Das Bussystem M 801».)

Das Heft kann bei *Siemens-Albis AG, Informationsabteilung, Postfach, 8047 Zürich*, bezogen werden. ●

Der neue EMD-Chef

Lebenslauf von Georges-André Chevallaz

Georges-André Chevallaz wurde am 7. Februar 1915 in Lausanne geboren. Heimatberechtigt in Montherod, verbindet ihn enge familiäre Beziehungen mit dem waadtländischen Pays d'Enhaut, wo seine Frau als Lehrerin tätig war. Er hat zwei Söhne, der eine, Lizenziat der Handelshochschule St. Gallen, ist Marketing-Direktor einer Touristikorganisation, der zweite ist Instruktionsoffizier. Im Militär bekleidete Georges-André Chevallaz zuletzt den Grad eines Majors der Infanterie.

Schulen

Primarschule in Lausanne und Château-d'Ex. Sekundarschule und klassisches Gymnasium in Lausanne. Philosophische Fakultät I der Universität Lausanne, Licence ès lettres. Doktor der Wirtschaftsgeschichte.

Laufbahn

Lehrer an der Höheren Handelsschule in Lausanne (1942–1955). Direktor der Kantons- und Universitätsbibliothek Lausanne (1955–1958). Lehraufträge für Geschichte der Diplomatie an der Universität Lausanne (1955–1958) und an der Eidgenössischen Technischen Hochschule in Zürich (1968–1969). Stadtpräsident von Lausanne 1958–1973).

Nationalrat (1959–1973). Seit 1974 Bundesrat, Vorsteher des Eidgenössischen Finanz- und Zolldepartementes.

Präsident der Aussenpolitischen Kommission des Nationalrates (1970–1971). Präsident der Radikal-demokratischen Fraktion der Bundesversammlung (1970–1973).

Präsident der waadtländischen Radikal-demokratischen Partei (1965–1972).

Präsident des Schweizerischen Städteverbandes (1967–1973).

Präsident der Schweizerischen Delegation der Europäischen Konferenz der Gemeindebehörden und Präsident der «Commission générale» dieser Konferenz (1968–1973). Mitglied und Vize-Präsident des Stiftungsrates Pro Helvetia (1964–1973). Präsident der Nationalen Schweizerischen Unesco-Kommission (1969–1971).

EMD Info